

Avenant du 15 février 2021

à l'annexe du 10 décembre 2002
relative aux salaires

NOR : ASET2150396M

IDCC : 2264

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SYNERPA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FSS CFDT ;

CFTC FSS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Cet avenant a pour objet de redéfinir le niveau des salaires conventionnels impactés par la revalorisation du Smic applicable depuis le 1^{er} janvier 2021 conformément à l'article IV de l'avenant salarial du 9 novembre 2020.

Article 1^{er}

En application de l'article 73.2 *bis* de l'annexe du 10 décembre 2002 :

- à compter du 1^{er} janvier 2021, le salaire mensuel conventionnel correspondant au coefficient d'emploi 216 ne pourra être inférieur à 1 554,58 € brut pour un temps plein ;
- à compter du 1^{er} janvier 2021, le salaire mensuel conventionnel correspondant au coefficient d'emploi 217 ne pourra être inférieur à 1 554,58 € brut pour un temps plein.

Article 2

En application de la grille de classification de l'annexe du 10 décembre 2002, à compter du 1^{er} mars 2021 :

- le coefficient 216 est supprimé et remplacé par le coefficient 217 ;
- le coefficient 217 est supprimé et remplacé par le coefficient 218 ;
- le coefficient intermédiaire 218 est supprimé et remplacé par le coefficient 219 ;
- le coefficient 219 est supprimé et remplacé par le coefficient 220 ;

– le coefficient intermédiaire 220 est supprimé et remplacé par le coefficient 221.

Article 3

Le présent avenant s'appliquera dès le 1^{er} mars 2021 aux établissements adhérents du SYNERPA.

Le présent avenant s'appliquera au premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension pour les autres établissements.

Compte tenu de l'objet de l'avenant, aucune disposition spécifique n'est prévue pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 15 février 2021.

(Suivent les signatures.)